

BURKINA FASO

Le **Burkina Faso**, littéralement « **Pays des hommes intègres** », aussi appelé **Burkina**, est un pays d'Afrique de l'Ouest sans accès à la mer, entouré du Mali au nord et à l'ouest, du Niger à l'est, du Bénin au sud-est, du Togo et du Ghana au sud et de la Côte d'Ivoire au sud-ouest.

La capitale **Ouagadougou** est située au centre du pays.

Le **Burkina Faso** est membre de l'**Union africaine** (UA) et de la **Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest** (CEDEAO).

C'est l'un des 5 pays les moins développés du monde, - 185 ième pays sur 188, selon le PNUD-. (avec un **indice de développement humain** de 0,402 en 2016).

Climat

Le Burkina Faso possède un climat tropical de type soudano sahélien (caractérisé par des variations pluviométriques considérables allant d'une moyenne de 350 mm au Nord à plus de 1 000 mm au Sud-ouest) avec deux saisons très contrastées :

la **saison des pluies** avec des précipitations comprises entre 300 mm et 1 200 mm

la **saison sèche** durant laquelle souffle l'**harmattan**, un vent chaud et sec, originaire du Sahara.

La saison des pluies dure environ 4 mois, entre juin et septembre, sa durée est plus courte au nord du pays. (juillet août).

Les précipitations tombant sur le pays sont médiocres en moyenne ; elles alimentent des cours d'eau peu puissants qui coulent presque tous vers les pays voisins du sud.

Le pays est un dégradé de ce qu'on peut trouver en Afrique :

la pointe nord est désertique, avec le **Sahel**, et se transforme graduellement en **savane** lorsqu'on va vers le sud.

On y trouve même des forêts (région de Bobo-Dioulasso et Banfora ainsi que vers Gaoua et les frontières ivoiro-ghanéennes).

Découpage administratif

Le Burkina Faso est divisé en 45 **provinces** regroupées dans les 13 **régions**.

Chacune de ces provinces est elle-même divisée en plusieurs **départements**.

Chacun des départements inclut une unique commune pour regrouper et gérer localement les espaces habités (villes ou villages) du département.

Le français est langue officielle et administrative

Les langues nationales

Il existe plus de 60 langues dont les principales sont :

le **mooré** langue parlée par les **Mossi** (45,40%),

le **fulfuldé** parlé par les **Peuls** (8,36%),

le **gulmancéma** parlé par les **Gourmantché** (5,50%) dans l'Est du Burkina Faso,

le **dioula** langue commune à plusieurs pays d'**Afrique de l'Ouest** (la Côte d'Ivoire, le **Mali**, la **Guinée** etc.),

le **bissa** qui est la langue parlée par les **Bissa**.

le **san** parlé par les **Samos**,

le **dagara** parlé par les **Dagaras**,

le **lobiri** parlé par les lobis,

le **marka** ou soninké parlé par les Markas(soninkés) communément appelés "Dafing",

le **bobu**, le **bwamu** parlé par les bwabas,

le **Sénoufo** parlé par les **Sénoufos**,

le toussian parlé par les **Toussians**,

le **kassena** et le **lyélé** (langues parlées par le peuple dit **Gourounsi**)

Démographie

Population : 18 365 123 habitants 0-14 ans : 47,5 %, 15-64 ans : 49,59 %, + 65 ans : 2,91 %

0-18 ans 60%,

Densité : 59 hab./km²

- Taux de natalité : 44,42 ‰ (en 2014)
- Taux de mortalité : 11,96 ‰ (en 2014)
- Taux de mortalité infantile : 76,80 ‰ (en 2014)
- Taux de fécondité : 5,93 enfants/femme (en 2014)
- Espérance de vie des hommes : 52,77 ans (en 2014)
- Espérance de vie des femmes : 56,85 ans (en 2014)

Éducation

L'**analphabétisme** est majoritaire au Burkina Faso. C'est plus fréquent parmi les femmes. La majorité des élèves sont des garçons.

Religion

Le quatrième recensement général de la population et de l'habitation du Burkina Faso a été réalisé sur le terrain au mois de décembre 2006. Il a recensé 60,5 % de musulmans, 23,2 % de chrétiens (19 % de catholiques et 4,2 % de protestants), 15,3 % d'animistes, 0,6 % d'autres religions et 0,4 % de sans religion.

Après l'indépendance : 5 Août 1960

Le premier président de la Haute-Volta est **Maurice Yaméogo**, de l'ethnie **mossi** (qui rassemble plus de 50 % de la population).

Le 4 janvier 1966, le lieutenant-colonel **Aboubacar Sangoulé Lamizana** (de l'ethnie **samo**) le remplace au pouvoir.

Le 25 novembre 1980, un putsch militaire porte le colonel **Saye Zerbo** au pouvoir.

Celui-ci est renversé en **1982** par un autre groupe militaire qui place le médecin commandant **Jean-Baptiste Ouédraogo** et le capitaine **Thomas Sankara** (Premier ministre) à la tête de l'État.

Lors d'un nouveau putsch militaire, Thomas Sankara prend le pouvoir et instaure le Conseil national de la révolution (CNR) d'orientation marxiste.

Le 4 août 1984, le président Sankara débaptise son pays, la **Haute-Volta** devient **Burkina Faso**.

Le capitaine **Blaise Compaoré** (Mossi), prend le pouvoir le **15 octobre 1987** à la faveur d'un coup d'État.

Au cours de ces événements, il aurait fait assassiner son prédécesseur Thomas Sankara.

La mort de ce dernier est sujette à controverses. La période suivant le coup d'État est baptisée « Rectification » par Blaise Compaoré.

Une nouvelle constitution est adoptée par référendum et le 1^{er} décembre 1991, Blaise Compaoré est élu président de la République (**taux d'abstention 74 %**). Il est réélu en 1998, 2005 et en 2010.

Les violences policières et les meurtres d'opposants à **Blaise Compaoré** scandent les décennies **1990** et **2000** :

Dabo Boukary en 1990 ; deux étudiants en 1995 ; Flavien Nébié, 12 ans, en 2000.

Tous étaient militants ou manifestants. Le Burkina connaît aussi des mouvements d'**émeutes** :

en 1998 après l'assassinat du journaliste **Norbert Zongo**,

en 2006 avec l'arrestation de certains étudiants à la suite d'une conférence de presse à l'université de Ouaga,

en 2007-2008 contre la vie chère.

En juin 2008, l'**université de Ouagadougou** connaît une grève massive, qui se solde par une reprise en main brutale de l'université par le pouvoir : suppression de toutes les prestations sociales étudiantes (bourses, restauration, résidences universitaires vidées en deux jours) après tirs à balles réelles sur les étudiants.

La **révolte de la faim de 2011** secoue le pays en même temps que le **printemps arabe**.

Les **syndicats**, solidement implantés dans tout le pays, jouent un rôle important dans la vie institutionnelle et économique. A la fin des années 1990, ils obtinrent des réformes démocratiques à l'issue de la forte mobilisation provoquée par l'assassinat du journaliste d'investigation Norbert Zongo (l'enquête sur sa mort a conduit, en 2017, à l'adoption d'un mandat d'arrêt international contre François Compaoré, le frère de l'ancien chef d'Etat).

A la suite d'une série de manifestations, ils ont notamment obtenu du président Compaoré qu'il rétablisse la disposition constitutionnelle limitant à deux le nombre de mandats possibles qu'il avait supprimée en 1997.

Les organisations de travailleurs « burkinabé » sont donc, plus qu'ailleurs dans la sous - région, une force avec laquelle les gouvernants doivent compter.

Le 30 octobre 2014, Blaise Compaoré fait face à un **soulèvement populaire** qui commence le **28 octobre 2014** par une série de manifestations massives qui se sont étendues à plusieurs villes du **Burkina**, contre son projet de modification de l'article 37 de la loi fondamentale limitant le nombre de mandats présidentiels, afin de se représenter en 2015.

Le **Balai citoyen qui fait partie des organisations dites « champignons »**, est en première ligne des mouvements de protestation (c'est un mouvement issu de la société civile, de la jeunesse, surtout).

Il a été co-fondé durant l'été 2013 par deux artistes militants, le musicien et animateur radio **Sams'K Le Jah** et le rappeur **Serge Bambara** – (plus connu sous le nom de scène « **Smockey** ») avec les associations de femmes avec comme seules armes le balai et de la grande spatule de cuisine.

1 à 2 millions de personnes étaient dans les rues.

Blaise Compaoré quitte le pouvoir et le chef d'état-major des armées, **Honoré Traoré**, annonce la création d'un «organe de transition», chargé des pouvoirs exécutif et législatif.

Le 17 novembre, le diplomate **Michel Kafando** est nommé président de transition.

Il nomme **Isaac Zida**, premier ministre.

Le 17 septembre 2015, des militaires du **Régiment de sécurité présidentielle (RSP)** retiennent en otage le président et le Premier Ministre et annoncent la dissolution du gouvernement transitoire.

Gilbert Diendéré, ancien chef d'état-major particulier de l'ancien président **Blaise Compaoré**, se proclame chef de l'État, dans un climat de tensions importantes au sein du pays. Le **coup d'État** entraîne la suspension du Burkina Faso parmi les membres de **l'Union africaine**. Le 22 septembre, l'armée entre à **Ouagadougou** pour exiger la reddition des putschistes. Le jour même, le chef des putschistes annonce que le président de la transition sera "remis en selle" après que la CEDEAO a demandé à son régiment de déposer les armes. Le 23 septembre 2015, le président de la transition, à travers une allocution à la Nation annonce la fin du coup d'État et reprend son poste. Le Burkina Faso est réintégré comme membre de l'Union africaine fin septembre.

Le 30 novembre 2015, à la suite des élections présidentielle et législatives, **Roch Marc Christian Kaboré** (MPP) est élu au premier tour président du Burkina Faso avec 53,49 % des voix devant **Zéphirin Diabré** (UPC), qui récolte 29,65 %.

Le **15 janvier 2016** ont lieu les attentats de Ouagadougou, des hommes armés ont attaqué le bar *Taxi Brousse*, le restaurant *Le Cappuccino* et l'hôtel *Splendid* dans le centre de **Ouagadougou**, capitale du Burkina Faso.

Ces lieux sont fréquentés principalement par des occidentaux.

L'attaque terroriste est revendiquée par **Al-Qaïda au Maghreb islamique** (AQMI).